
Déclaration liminaire de SUD éducation Paris pour le GTA du 5 septembre 2019

L'année passée a été marquée par des mobilisations d'ampleur des personnels : contre la réforme du lycée professionnel, qui a donné lieu à une grève historique de 50 % des correcteurs et correctrices de lettres/histoire en juin dans l'académie de Paris ; contre la réforme du lycée général et technologique et du baccalauréat, qui a vu pour la première fois une partie non négligeable des enseignants et enseignantes être en grève lors de la remise des copies du bac ; contre Parcoursup et, bien sûr, contre la loi Blanquer.

Même si ces mobilisations ont permis d'obtenir le retrait des articles les plus scandaleux de la loi Blanquer, qui visaient à mettre en place des écoles publiques des savoirs fondamentaux ou à donner un statut de supérieur hiérarchique aux directeurs et directrices d'écoles, plusieurs dispositions inacceptables continuent d'être refusées par la communauté éducative, qu'il s'agisse de la surenchère nationaliste avec l'affichage du drapeau tricolore et des paroles de la Marseillaise dans les classes ou de la mise en œuvre des PIAL, qui vont précariser encore davantage les AESH.

Pour les AESH, la situation est d'ailleurs encore plus inacceptable car certaines et certaines n'ont, malgré les promesses de fin d'année, toujours aucune information concernant leur nouveau contrat. On est bien loin des déclarations ronflantes de Jean-Michel Blanquer qui se flatte que la fonction d'AESH soit devenue une « carrière » et qui prétend qu'un ou une AESH « attend » chaque élève à la rentrée. La réalité, c'est que ces personnels continuent de subir des temps partiels imposés pour une rémunération mensuelle qui n'atteint qu'exceptionnellement l'équivalent d'un SMIC. La réalité, c'est que ces conditions de travail déplorables ne permettent pas de recruter des AESH à hauteur des besoins. Payé-es au lance-pierre, ils et elles ont donc en plus à subir une insupportable attente en début d'année, au moment de signer leur nouveau contrat.

Et il ne s'agit pas d'un fait isolé : de nombreux et nombreuses contractuel·les CPE ou enseignant·es se trouvent dans la même situation : les renouvellements de contrat promis se font toujours attendre et la crainte commence à naître de ne pas se voir proposer un contrat courant jusqu'au 31 août, alors que les besoins couvrant l'année scolaire sont réels. Dans le même temps, dans plusieurs établissements parisiens, des enseignant·es manquent à l'appel et cela ne permet pas d'assurer une rentrée de qualité auprès des élèves.

Pour l'ensemble des personnels du 2d degré, cette rentrée est par ailleurs marquée par un alourdissement de la charge de travail lié à l'imposition d'une deuxième HSA obligatoire destinée à dissimuler les suppressions de postes et par une désorganisation des établissements consécutive à la mise en œuvre de la réforme du lycée . Tout ça pour quoi ? Pour faire des économies sur le dos des personnels et renforcer le tri social des élèves.

Dans le premier degré, l'heure est à la multiplication des tentatives de reprise en main autoritaire avec l'imposition de nouvelles évaluations nationales. Dans le même temps, alors que le ministère fait toute sa communication autour des effectifs diminués en CP et CE1 en REP, on peut déplorer l'absence de prise en compte des UPE2A : comment imaginer en effet que dans des dispositifs accueillant des élèves de 5 ans et demi à 11 ans et demi avec des niveaux de scolarisation très disparates et des problématiques parfois lourdes, l'enseignement-apprentissage puisse être optimal quand les classes dépassent parfois déjà les 13 élèves début septembre ?

Depuis 6 ans, au prétexte de l'inclusion en classe ordinaire (sachant qu'un·e élève de 10 ans non scolarisé·e antérieurement ne peut guère être inclus·e plus de 3 heures par semaine dans sa classe d'âge), le rectorat de

Paris surcharge les classes en UPE2A au lieu d'ouvrir des postes. Il délaisse ainsi les enfants les plus fragiles. Nous ne pouvons pas l'accepter.

Au-delà de l'école, on peut craindre que les mauvais coups continuent de pleuvoir, même si certains ont été retardés par le mouvement des Gilets jaunes : mise en œuvre de la réforme de la fonction publique, réforme de l'assurance chômage et, bien sûr, réforme des retraites.

Ce qui va disparaître si ce projet voit le jour, c'est un système redistributif, qui donne plus à celles et ceux qui ont moins, en gommant les accidents de carrière, en attribuant un meilleur taux de remplacement aux salaires les plus faibles... tout le contraire du système à points contributif que le gouvernement voudrait imposer. Nous ne défendons pas de vieilles lunes mais un système qui partait du principe que si on est empêché-e de travailler ou si on ne le fait plus car on est âgé-e, on doit avoir une continuité de droits et pouvoir vivre dignement. À l'école comme dans toute la société, nous continuerons de défendre la justice sociale, la solidarité et l'égalité femmes/hommes.